

Toutefois, la promesse naissante de l'ONU s'évanouit alors que l'Union soviétique communiste et ses alliés du bloc de l'Est obligent les démocraties occidentales à faire face aux premières heures de la guerre froide. La tension montante donne à l'Europe de l'Est, où Moscou renforce son emprise, une nouvelle importance pour le Canada et incite Ottawa à ouvrir des missions en Tchécoslovaquie et en Pologne en 1947, puis en Yougoslavie une année plus tard.

Par ailleurs, en 1947, l'Italie devient le premier des ex-pays de l'Axe à recevoir une mission canadienne, ce qui témoigne de son importance croissante comme allié potentiel pendant la guerre froide. Deux ans plus tard, le Ministère ouvre une mission à Bonn. En 1951, elle est élevée au statut d'ambassade à part entière lorsque les troupes canadiennes en mission pour la nouvelle Organisation du Traité de l'Atlantique Nord (OTAN) arrivent en Allemagne de l'Ouest pour contribuer à prévenir une attaque de l'Union soviétique. L'établissement du siège permanent de l'OTAN à Paris l'année suivante requiert clairement une autre mission canadienne.

Dans les années 1940 et 1950, la décolonisation amène également son lot de questions mondiales connexes, bien que distinctes, qui demandent une intervention de la part du Canada. Peu avant que l'Inde obtienne son indépendance en août 1947, John Kearney se rend à New Delhi comme premier haut-commissaire du Canada dans ce pays. C'est un signe de la volonté d'Ottawa de soutenir les nations émergentes du Commonwealth et de la nature évolutive de celui-ci comme organisation multiraciale et multiculturelle. Des missions au Pakistan, à Ceylan (qui deviendra plus tard le Sri Lanka) et en Indonésie sont instaurées au cours de la prochaine décennie.



³³ Dans le contexte de l'extension de la guerre froide en Asie, les relations avec le Japon acquirent une importance sans précédent. On aperçoit ici Herbert Norman, qui a inauguré une mission de liaison à Tokyo après la guerre afin de promouvoir la normalisation des relations, en compagnie du général américain Douglas MacArthur, en 1947. (Source : Bibliothèque et Archives Canada, PA-187690)

Le Canada est également occupé dans d'autres régions de l'Asie, la guerre ayant éclaté dans la péninsule coréenne en juin 1950. En conséquence, le Canada se hâte de signer le traité de paix avec le Japon en 1951 et, en 1952, fait passer sa légation à Tokyo au rang d'ambassade pour suivre de plus près les événements qui se déroulent dans le Pacifique. Deux ans plus tard, lors d'une conférence à Genève destinée à aborder les tensions de la guerre froide en Asie, le Canada s'intéresse encore davantage aux affaires de la région du Pacifique. L'invitation à devenir membre des trois commissions établies pour superviser le processus de paix incertain dans les anciennes colonies françaises du Vietnam, du Cambodge et du Laos exerce bientôt d'énormes contraintes sur le Ministère. Entre 1954 et 1973, date à laquelle la tâche prendra finalement fin, un tiers de ses effectifs est affecté en Asie du Sud-Est.

Le retrait des empires européens crée aussi des tensions et des possibilités à exploiter au Moyen-Orient. À la recherche de débouchés commerciaux et d'une perspective canadienne indépendante dans un coin du monde où la décolonisation et les intrigues de la guerre froide forment un mélange explosif, le ministère des Affaires extérieures ouvre en 1954 des bureaux en Égypte, en Israël et au Liban.